

DIAL 2671

HONDURAS - Indignation face aux exploitations minières

Paul Jeffrey

mercredi 1er octobre 2003, mis en ligne par [Dial](#)

L'exploitation des mines, tout particulièrement l'extraction de l'or, est devenue une source majeure de devises pour le Honduras. C'est aussi une cause importante de pollution, notamment de l'eau. Les compagnies minières sont puissantes et l'État - quand il intervient - a lui-même du mal à obtenir d'elles le respect des lois. Il semble toutefois que d'étroites relations existent entre les compagnies pétrolières et certains détenteurs du pouvoir politique qui en profitent pour s'enrichir. Les habitants des régions minières sont les premières victimes de tels abus. Article de Paul Jeffrey (Tegucigalpa), paru dans [Noticias Aliadas](#), 11 juin 2003.

Il y a peu, l'eau des rivières Playa et Grande descendait toute l'année des hauteurs de la Pacaya, apaisant la soif de milliers de familles qui vivent dans la vallée de Siria, au centre du Honduras. C'est alors qu'a été exploitée la mine d'or, et, aujourd'hui, les rivières sont à sec une grande partie de l'année.

Après l'ouragan Mitch, qui dévasta le Honduras en 1998, le Congrès vota plusieurs mesures pour relancer l'économie délabrée du pays. La Loi sur l'exploitation des mines qui en découla, rédigée par des avocats de compagnies minières et appliquée par une agence d'État chargée de promouvoir l'exploitation minière, a accordé des droits sur le sous-sol touchant 35 % du territoire national à des compagnies étrangères. Quatre entreprises ont commencé les opérations, dix autres font des études de faisabilité.

L'impulsion économique qui s'ensuivit a été dramatique. L'exploitation minière a produit seulement 11 millions de dollars de revenus grâce aux exportations en 1995, mais plus de 93 millions de dollars l'année dernière. Les mines de zinc, de plomb continuent à produire des quantités considérables, mais la principale augmentation a été due à l'extraction de l'or. L'exploitation des mines vient désormais juste après les envois des émigrés, le café et les bananes comme source de devises du Honduras.

Pourtant, pour ceux qui vivent le plus près des mines, le filon n'a vraiment pas été une affaire. « Elles ont tari les sources qui nous alimentaient, suite aux travaux que réalise la compagnie minière » a dit Carlos Amador, maître d'école et défenseur de l'environnement dans la vallée de Siria. Les champs de maïs se sont flétris, et beaucoup de villageois ont dû survivre avec l'eau amenée en camions par Entre Mares, filiale de la transnationale minière canadienne Glamis Gold.

Entre Mares emploie de considérables quantités d'eau dans le processus de lixiviation au cyanure par lequel on extrait l'or d'énormes masses de roches triturées extraites d'une mine à ciel ouvert que l'on commença à creuser en 1999. Confrontée aux protestations des habitants des lieux et à l'action légale du gouvernement, la compagnie a fini par signer un accord en janvier comme quoi elle n'utiliserait plus les eaux de surface, mais les militants sont sceptiques quant à sa mise en application.

Au Nord-Est du pays, là où l'or a été extrait depuis que les Espagnols ont commencé à creuser au XVIème siècle, une autre compagnie canadienne, Greenstone Resources, a exploité une mine près de San Andrés jusqu'à sa faillite en 1999, laissant d'innombrables travailleurs impayés. La mine est passée à une autre

compagnie, en grande partie propriété de la Banque Atlántida, au capital national. Ses relations avec la population locale n'ont pas été meilleures pour autant.

« Les camions de la Minière passent à toute allure par ici, soulevant de grands nuages de poussière. Nous protestons, mais cela n'a aucun écho. Nous avons entrepris des remblais, mais la Minière est venue et nous a demandé de les enlever. Nous ne l'avons pas fait, la police est venue et nous a dit que nous devons faire cas de la Minière » a déclaré une femme qui n'a pas voulu donner son nom. Elle vit à San Andrés, village qui a été déplacé en 1997 quand Greenstone a creusé à l'ancien emplacement de ce village.

Un travailleur de la mine, qui vit à Azacualpa, petit village littéralement établi au bord de la gigantesque excavation, a dit être souvent réveillé par ces explosions nocturnes. « Mon lit fait des sauts de 30 centimètres. J'ai vraiment peur. Et chaque semaine, ma maison apparaît plus endommagée. Mais que faire puisqu'il n'y a pas d'autre travail dans les environs » a dit ce travailleur qui, lui aussi, a demandé de n'être pas nommé.

Le maire de Santa Rosa de Copán, ville peuplée en aval, réclame des études indépendantes sur l'impact environnemental de la mine de San Andrés. Il craint que les filtrations des particules de minerai mêlées au cyanure ne polluent le réseau d'alimentation en eau de la ville.

La compagnie, pourtant, s'est opposée aux études indépendantes sur ses pratiques environnementales. Quand, en 2001, l'Association des Organisations non gouvernementales (ASONOG) amena un expert des mines états-unien, il fut empêché de prendre des échantillons d'eau et de sol à l'intérieur des limites de la mine.

Quand l'ASONOG se plaignit publiquement, la Mine contre-attaqua, faisant pression sur les institutions financières internationales de l'ASONOG dans une vaine tentative de « couler » le groupe. La Mine engagea également Kroll « une compagnie consultante en risque global » dont le siège est aux Etats-Unis, afin de rechercher les points faibles de l'ASONOG et des autres opposants à la mine, parmi lesquels des membres du Congrès hondurien, pour que ces points faibles puissent être utilisées à leur encontre.

Dans la vallée de Siria, la population a organisé plusieurs marches, et à la fin de l'année dernière, elle a renversé une clôture qui protégeait les installations de la mine, provoquant une violente riposte policière. Les militants disent qu'Entre Mares paie la police locale pour harceler ceux qui protestent contre la Mine.

La Mine a aussi des problèmes avec le ministère public de l'environnement, qui a déposé plusieurs plaintes légales contre Entre Mares, la majorité d'entre elles ignorées par les juges locaux, honteusement timides et corrompus. Le ministère a aussi des charges en cours d'examen contre Xiomara Gomez, l'ex-ministre de l'environnement qui, dans les derniers jours du gouvernement du président Carlos Flores (1998-2002) délivra de nombreux permis miniers, sans demander les nécessaires études d'impact environnemental, au point que la presse locale dénomma ses agissements « la grande piñata [1] des licences environnementales ».

Le président Ricardo Maduro s'est montré plus soucieux que son prédécesseur d'exiger de la compagnie minière qu'elle applique les normes minimales existantes. La nouvelle ministre de l'environnement, Patricia Panting, au début de l'année, infligea à la mine de San Andrés une amende de 58 000 dollars, la somme maximum autorisée, après que l'entreprise ait reconnu avoir versé plusieurs barils de cyanure dans la rivière Lara.

Malgré tout, Maduro - en opposition avec son homologue du Costa Rica, Abel Pacheco, qui l'an dernier a interdit les mines à ciel ouvert - maintient son engagement en faveur de l'exploitation minière qu'il considère comme l'élément vital de l'économie hondurienne.

Les manifestants, pourtant, posent la question : qui en tire bénéfice ? Les compagnies minières paient seulement 1 % de leurs profits à la municipalité où elles opèrent, et une petite fraction de cela au gouvernement central. Pourquoi donc cette incitation à l'ouverture de tant de nouvelles mines ? Les protestataires disent que des membres clés de l'élite qui gouverne le pays, incluant des proches conseillers et des familiers aussi bien de Flores que de Maduro, s'enrichissent personnellement, beaucoup

d'entre eux grâce à leurs relations avec la Banque Atlántida.

Ceux qui vivent à proximité des mines s'indignent de cette étroite relation du gouvernement avec les compagnies minières. « Nous avons déclaré que nous sommes victimes de maladies et que chaque jour qui passe, la crise de l'eau devient plus aiguë à Siria, mais nos protestations n'ont aucun écho auprès des autorités gouvernementales. Je me demande bien pourquoi » a dit Amador.

Amador nous a signalé que Patricia Panting a d'abord promis aux habitants de Siria qu'Entre Mares fermerait étant donné les problèmes environnementaux qu'elle causait, mais, plus tard, elle a fait marche arrière, par crainte d'un procès, semble-t-il.

« Est-ce que nous, les habitants de Siria, n'avons pas des droits ? Est-ce que nous ne pouvons pas en appeler à notre État parce que nous sommes privés d'un droit vital, comme celui d'avoir de l'eau ? Est-ce que nous ne sommes pas Honduriens et n'avons pas droit à la protection de l'Etat ? » a demandé le défenseur de l'environnement.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2671.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 11 juin 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Piñata : pot ou autre récipient rempli de friandises que l'on a coutume de suspendre, pour jouer à le briser avec un bâton, mais les yeux bandés, lors de différentes fêtes (Ndt).